

# Économistes en chef du gouvernement (CEoG)

---

*Bilan de l'année 2024*

*Un réseau pour renforcer  
le pouvoir décisionnel  
économique en Afrique*

*Décembre 2024*

# SOMMAIRE

---

Points saillants de  
l'actualité 2024 du CEG

03

Afrobarometer : Analyse  
trimestrielle

13

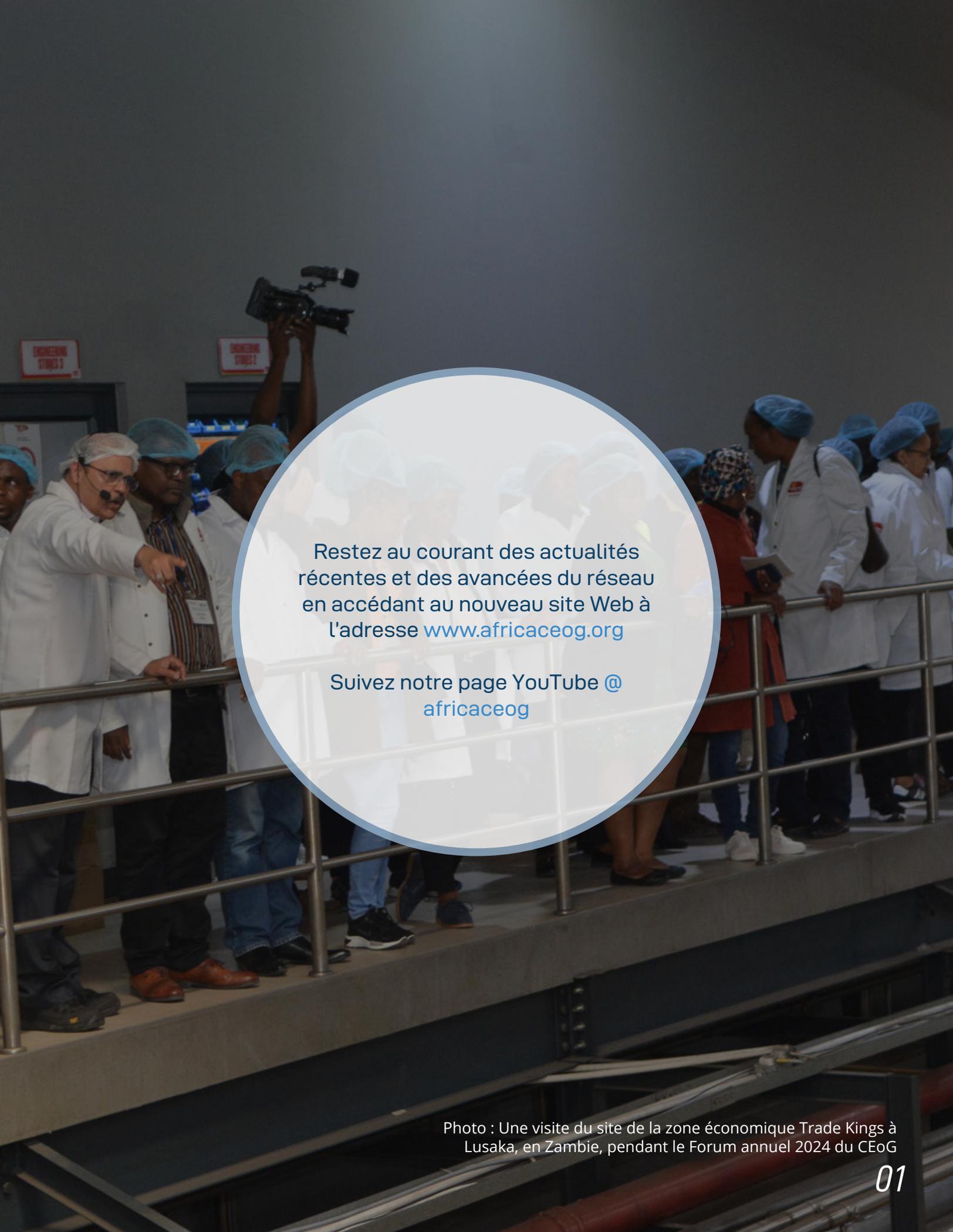
Programme de bourses  
présidentielles du CEG

15

Nouvelles des membres  
du réseau

17





Restez au courant des actualités récentes et des avancées du réseau en accédant au nouveau site Web à l'adresse [www.africaceog.org](http://www.africaceog.org)

Suivez notre page YouTube @ [africaceog](#)

Photo : Une visite du site de la zone économique Trade Kings à Lusaka, en Zambie, pendant le Forum annuel 2024 du CEOG

# Un Note du Secrétariat CEoG

Ce qui suit est un aperçu des principales activités menées en 2024 par le réseau des économistes en chef du gouvernement (CEoG), visant à renforcer la prise de décision économique en Afrique. Le réseau permet aux conseillers économiques en chef du gouvernement de prendre part à un apprentissage entre pairs et de partager leurs connaissances, en se focalisant sur les modèles de choix politiques et de développement réussis.

Les activités CEoG de cette année ont compris des tables rondes, des webinaires, des forums et des mesures de soutien additionnels, tous conçus pour renforcer l'efficacité des conseillers CEoG grâce au renforcement de leurs capacités et à une assistance ciblée.

Le Secrétariat du CEoG vous invite à parcourir les points saillants suivants sur les activités du CEoG tout au long de 2024.

# Points saillants de l'actualité 2024 du réseau CEOG



Le **Ministre Baboucarr Bouy** et le Conseiller économique **Alieu Loum** de la Gambie ont rencontré **Andrew Dabalen** et le **Secrétariat du CEOG** en marge des réunions du GBM-FMI de printemps 2024.

## janvier

**Pamela Nakamba** (Zambie) et **Andrew Dabalen** ont présenté sur CNBC les conclusions principales du Forum Annuel CEOG 2024 ayant eu pour la thème la création d'emplois en Afrique.

**Hassan Hosow** (Somalie) et **Pamela Nakamba** (Zambie) se sont rencontrés à Pékin en Chine au Forum pour la Coopération Afrique-Chine (FOCAC).





Anciens et actuels Conseillers économiques se rencontrent aux Assemblées Annuelles de la Banque Mondiale pour discuter de leur travail d'élaboration de conseils économiques avisés pour leur gouvernement respectif ainsi que des modalités pour le développement d'économies résilientes dans la région.

# décembre

Rencontre bilatérale entre **Mr. Dimby Rakoto** du Madagascar et le **Secrétariat CEoG**



**Lantosoa Rakotamalala** est annoncée nouvelle Ambassadrice du Madagascar près des Etats-Unis.



**Trudy Makhaya** est nommée au Comité de Conseil Economique Présidentiel de l'Afrique du Sud.

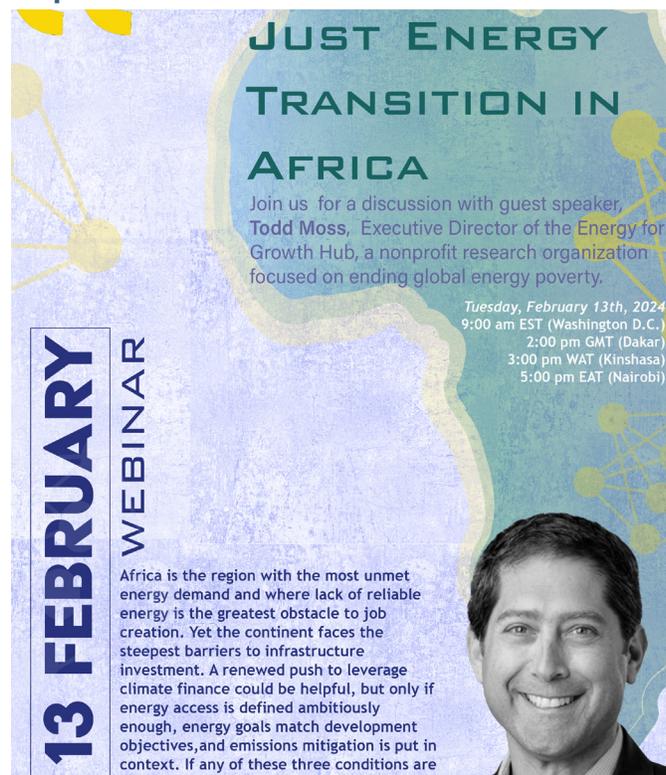
# Webinaire CEOG I: Transition énergétique juste en Afrique

Cette année, la série de webinaires CEOG a débuté par une présentation portant sur la « Transition énergétique juste en Afrique » par Todd Moss, directeur exécutif du pôle Energy for Growth. La présentation était axée sur les défis énergétiques de l'Afrique et la nécessité d'une transition énergétique juste pour mener à bien le développement durable. Moss a souligné l'importance de l'accès à l'énergie pour atteindre l'objectif de développement durable (SDG) 7 et a mis en garde contre les conséquences sur le développement posés par l'important déficit énergétique auquel fait face de l'Afrique. Il a proposé de redéfinir l'accès à l'énergie pour inclure les besoins industriels et commerciaux, en fixant un minimum d'énergie moderne de 1 000 kWh par habitant et par an. À l'aide d'études des cas du Ghana et du Vietnam, Moss a illustré les effets néfastes des pannes de courant sur la croissance économique et pour la création d'emplois. Il a également souligné l'hypocrisie du Nord Global qui décourage l'utilisation des combustibles fossiles en Afrique tout en poursuivant la sienne, plaidant pour une stratégie d'émissions équilibrée qui donne la priorité au développement de l'Afrique et aux investissements nationaux dans le gaz.

La discussion qui a suivi la présentation de Todd Moss a exploré les défis et opportunités énergétiques pour l'Afrique, soulignant la nécessité d'une approche régionale unifiée pour négocier de meilleures conditions avec les financiers internationaux et réduire la dépendance au

financement extérieur. Les conseillers ont souligné l'importance d'équilibrer les projets énergétiques à grande échelle avec des technologies modulaires et flexibles et ont examiné les coûts élevés des partenariats public-privé (PPP), appelant à des processus de financement plus transparents. La conversation a également abordé la politique climatique mondiale, appelant à un changement vers la promotion d'un accès universel à l'énergie propre, aligné sur les objectifs de développement de l'Afrique, en soulignant le potentiel de l'énergie solaire et les mini-réseaux du Nigéria comme solutions durables. De plus, l'abandon des sources d'énergie traditionnelles comme le bois et l'amélioration d'une planification énergétique globale avec la contribution d'économistes et d'ingénieurs ont été identifiés comme des priorités essentielles. La session s'est conclue en accentuant la nécessité d'une approche holistique et unifiée axée sur des plaidoyers stratégiques, un financement transparent et une planification politique judicieuse afin de parvenir à une transition énergétique juste et au développement durable à travers le continent.

**Pour regarder l'enregistrement du webinaire, cliquez [ici](#).**



**JUST ENERGY  
TRANSITION IN  
AFRICA**

Join us for a discussion with guest speaker, **Todd Moss**, Executive Director of the Energy for Growth Hub, a nonprofit research organization focused on ending global energy poverty.

Tuesday, February 13th, 2024  
9:00 am EST (Washington D.C.)  
2:00 pm GMT (Dakar)  
3:00 pm WAT (Kinshasa)  
5:00 pm EAT (Nairobi)

**13 FEBRUARY**  
WEBINAR

Africa is the region with the most unmet energy demand and where lack of reliable energy is the greatest obstacle to job creation. Yet the continent faces the steepest barriers to infrastructure investment. A renewed push to leverage climate finance could be helpful, but only if energy access is defined ambitiously enough, energy goals match development objectives, and emissions mitigation is put in context. If any of these three conditions are



# Webinaire CEoG II: Réformer l'architecture financière mondiale



En mars, Hanan Morsy a fait une présentation convaincante sur le besoin urgent de réforme de l'architecture financière mondiale (AMF) pour relever les défis croissants de l'Afrique. Elle a souligné l'impact des crises mondiales, notamment la guerre en Ukraine, qui ont exacerbé la pauvreté, limité l'espace budgétaire et bloqué les progrès vers les objectifs de développement durable (SDG). Afin de parvenir aux SDG d'ici 2030, les besoins de financement pour l'Afrique sont estimés à 1 300 milliards de dollars, le changement climatique ajoutant une pression supplémentaire, coûtant 5 % du PIB par an.

Hanan Morsy a mis en lumière des efforts tels que la création en 2022 du Groupe de travail ministériel africain de haut niveau pour l'AMF et a discuté des réformes proposées sur les droits de tirage spéciaux (DTS), l'architecture de la dette mondiale et le financement vert, ainsi que de la nécessité d'une plus grande représentation africaine au niveau des institutions financières internationales, y compris la réforme des quotas au FMI.

Les conseillers ont souligné les défis liés à la mobilisation des ressources nationales, à la réponse en besoins uniques des pays fragiles et à l'encouragement des investissements du secteur privé. Hanan a répondu en soulignant la nécessité d'une double approche combinant plaidoyer au niveau mondial et actions locales, en utilisant des plateformes telles que les conventions fiscales des Nations Unies. La discussion a également porté sur les questions liées aux notations de crédit, à l'accès aux marchés financiers pour les pays fragiles et aux doutes persistants quant à l'efficacité potentielle des réformes proposées.

Pour regarder l'enregistrement du webinaire, cliquez [ici](#).

Site: [www.africaceog.org](http://www.africaceog.org)  
YouTube: @africaceog

# Webinaire CEOG III : Africa Pulse

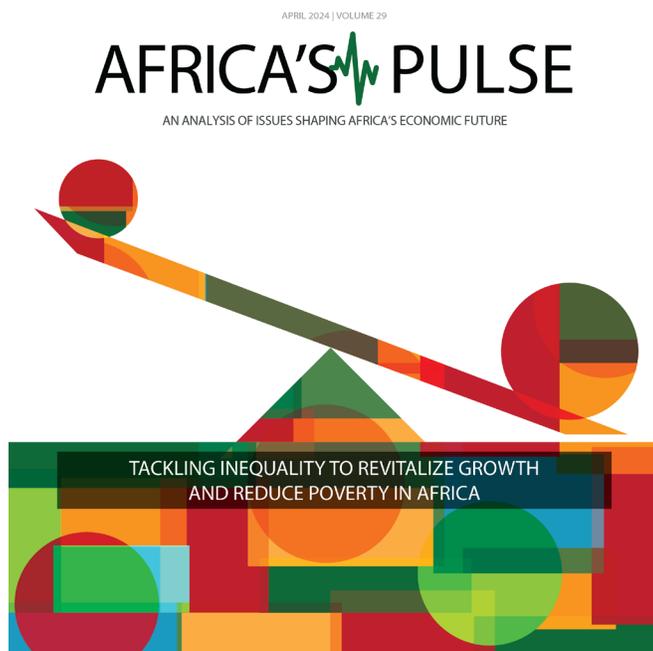
*la lutte contre les inégalités pour revitaliser la croissance et réduire l'extrême pauvreté en Afrique*

Au cours de cette session de webinaire, Andrew Dabalen, économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Afrique, a discuté des perspectives économiques de l'Afrique dans un contexte d'instabilité économique mondiale pour les grandes économies telles que la Chine et les États-Unis. Malgré les inquiétudes initiales, Andrew a souligné la résilience de l'économie mondiale, qui offre un espoir pour la reprise de l'Afrique. Des indicateurs positifs tels que l'amélioration des soldes budgétaires et la réduction des déficits suggèrent une voie plausible vers une reprise économique. Cependant, des défis importants subsistent, notamment des niveaux élevés de service de la dette et un déclin des sources de financement alternatives comme les investissements directs étrangers, ce qui complique la croissance durable. L'Afrique a été confrontée à une décennie de faibles taux de croissance par habitant, exacerbés par des infrastructures inadéquates, de fortes inégalités et une intensification des conflits et de l'incertitude dus au changement climatique.

Andrew a souligné la nécessité d'une approche globale ciblant les inégalités structurelles pour revitaliser la croissance et réduire la pauvreté, y compris des investissements dans le capital humain, des marchés plus équitables et des accords commerciaux régionaux. Il a souligné les principaux défis tels que l'insuffisance des infrastructures, la mauvaise gouvernance, les problèmes climatiques, les conflits, les fortes inégalités, la mobilité intergénérationnelle limitée et les distorsions du marché, qui entravent la participation économique et la croissance dans les pays africains.

La discussion ouverte qui a suivi la présentation d'Andrew a fait ressortir divers points de vue sur la croissance économique, l'inclusion sociale et les inégalités dans les pays africains. Les conseillers ont appelé à de nouvelles stratégies pour soutenir la population des jeunes et ont souligné l'importance de mettre en valeur diverses réussites. Les stratégies d'inclusion sociale, telles que les politiques fiscales pour les transferts monétaires et les investissements dans les infrastructures, ont été mises en avant. Des préoccupations ont été exprimées quant à l'impact de la corruption sur la croissance, à la corrélation entre la croissance du PIB et les inégalités, ainsi qu'à l'importance de l'éducation dans la lutte contre les inégalités. L'importance des investissements dans les infrastructures et la nécessité d'un cadre macroéconomique stable ont également été soulignées. Dans l'ensemble, les discussions ont souligné la nécessité de stratégies globales qui abordent à la fois la stabilité macroéconomique et les inégalités structurelles pour lutter efficacement contre la pauvreté et promouvoir une croissance durable dans les pays africains.

**Pour regarder l'enregistrement du webinaire, cliquez [ici](#).**



## Forum annuel CEOG Lusaka, Zambie

Le Forum annuel CEOG 2024 sur la création d'emplois en Afrique s'est tenu du 12 au 14 juin 2024 à Lusaka, en Zambie. Co-organisé par le Secrétariat du CEOG et Pamela Nakamba, conseillère économique du président Hakainde Hichilema de Zambie, le forum a rassemblé des conseillers économiques de 20 pays africains et des experts de plus de sept institutions internationales de premier plan, dont le secteur privé, des groupes de réflexion, des universités et la Banque mondiale. L'invité d'honneur spécial était le ministre des Finances de la Zambie, l'hon. Situmbeko Musokotwane. Parmi les principaux participants figuraient Achim Fock, directeur pays de la Banque mondiale pour la Zambie, et Albert Zeufack, directeur pays de la Banque mondiale pour la RDC.

Dans son discours d'ouverture, l'hon. Situmbeko Musokotwane a souligné l'importance cruciale du forum pour relever les défis de la création d'emplois en Afrique. Il a souligné la nécessité d'une gestion économique efficace, d'une augmentation des investissements étrangers et d'une stabilité macroéconomique, établissant des comparaisons avec les stratégies économiques réussies de l'Asie. Les discussions du forum se sont concentrées sur des sujets clés tels que l'importance des politiques industrielles pour la transformation économique, les défis d'accès au financement par capitaux privés, les stratégies visant à stimuler les investissements dans les infrastructures en Afrique pour soutenir les secteurs productifs, le rôle des groupes de réflexion dans l'élaboration des politiques et les compétences essentielles requises afin d'être un bon conseiller économique.

Le forum a comporté deux jours de discussions approfondies sur les stratégies politiques visant à relever les défis de la création d'emplois en Afrique et s'est terminé par une visite de terrain dans une zone économique spéciale à Lusaka. La visite de terrain a offert aux participants l'occasion d'interagir avec les opérateurs du secteur privé et de voir de leurs propres yeux les politiques mises en œuvre en Zambie afin de soutenir le secteur privé et la création d'emplois.



Photo: Le groupe des participants au Forum annuel 2024 du CEOG à Lusaka, Zambie

# Webinaire IV du CÉoG : Exploiter la technologie pour stimuler l'agriculture africaine

Dans ce webinaire co-organisé avec VoxDev, Chris Udry, professeur d'économie à l'université Northwestern, a donné une présentation sur l'état de l'adoption des technologies dans l'agriculture africaine et ses implications sur la productivité du secteur. Malgré de nombreuses études indiquant une stagnation des rendements agricoles, les agriculteurs de la région sont confrontés à une myriade de contraintes qui entravent l'adoption efficace des technologies. Les principales questions abordées comprenaient la croissance lente des rendements agricoles en raison d'une utilisation inadéquate des engrais et de l'irrigation, et la disparité de productivité entre l'Afrique et les autres régions. M. Udry a souligné qu'il n'existe pas de contraintes contraignantes singulières ; Au lieu de cela, les différents agriculteurs sont confrontés à des combinaisons uniques d'obstacles, nécessitant des stratégies d'intervention adaptées. Les principales contraintes identifiées sont l'accès limité au crédit et à l'épargne, le manque d'options d'assurance, le manque de connaissances et de formation, les imperfections du marché du travail, l'accès restreint au marché en raison de la mauvaise qualité des infrastructures, la rémunération inéquitable des produits de haute qualité et les inégalités dans l'accès à la terre.

Udry a souligné que les agriculteurs sont plus susceptibles d'adopter la technologie lorsqu'elle augmente considérablement la productivité, mais des programmes à multiples facettes comme Drumnet et One Acre Fund ont montré

des résultats mitigés, certains échouant en raison d'objectifs trop ambitieux. Il a recommandé d'accroître les investissements dans la recherche et le développement, d'améliorer l'accessibilité des intrants grâce à de meilleures infrastructures et à la production locale d'engrais, et d'effectuer des ajustements de politique au profit des agriculteurs, en soulignant le contraste frappant entre les stations de recherche agricole pour 100 000 agriculteurs entre les États-Unis et les pays africains.

La discussion ouverte a mis en évidence plusieurs défis urgents auxquels l'agriculture africaine est confrontée, notamment les problèmes de qualité des engrais, les subventions non durables et l'adoption de nouvelles technologies, les engrais de mauvaise qualité en Afrique de l'Ouest et les subventions non durables en raison des coûts de transport élevés et des monopoles du marché étant les principales préoccupations. Les participants ont souligné la nécessité d'accroître la recherche et le développement (R&D) pour créer des solutions durables, l'importance de mettre en œuvre des systèmes d'assurance pour se protéger contre les risques climatiques et des partenariats plus solides entre les donateurs et les gouvernements. En outre, la discussion a souligné la nécessité d'investir dans la technologie agricole, les réformes institutionnelles, notamment en ce qui concerne les droits fonciers, et l'implication des femmes dans les rôles de leadership dans le secteur agricole, tout en plaidant pour une spécialisation commerciale afin de maximiser les avantages du marché mondial.

Pour regarder l'enregistrement du webinaire, cliquez [ici](#).





## Ronde table du CEoG: La politique économique en période de turbulences - Le point de vue des conseillers économiques africains



En marge des Assemblées annuelles de la Banque mondiale en octobre, le Bureau de l'économiste en chef pour l'Afrique a organisé un petit-déjeuner de travail avec les conseillers CEoG sur le thème « **La politique économique en période de turbulences : le point de vue des conseillers économiques africains** ». Cet événement a réuni des conseillers économiques en chef actuels et anciens, des donateurs et des Think Tanks pour discuter du rôle des conseillers économiques dans la résolution des défis économiques actuels auxquels sont confrontés les pays de la région Afrique. Les objectifs de la réunion étaient de partager des expériences et des perspectives sur la manière de relever les défis économiques cruciaux, de discuter des défis auxquels sont confrontés les conseillers économiques des chefs d'État et d'explorer comment les systèmes de soutien comme le réseau CEoG contribuent à leur efficacité.

Pour regarder l'enregistrement du webinaire, cliquez [ici](#).

# Webinaire VI du CEG: Africa Pulse : Transformer l'éducation pour une croissance inclusive

La présentation d'Andrew Dabalen lors du webinaire du CEG du 12 novembre 2024 a mis en lumière les progrès significatifs réalisés dans la stabilisation de l'inflation en Afrique, grâce à la reprise du secteur agricole, à la stabilisation de la monnaie et à la croissance des services comme le tourisme et les services financiers. Cependant, les grandes économies comme le Nigéria, le Ghana, l'Éthiopie et l'Angola sont toujours confrontées à une inflation élevée. Alors que l'Afrique de l'Ouest et centrale, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est connaissent des taux de croissance d'environ 5 à 6 %, la croissance régionale globale en Afrique subsaharienne reste modeste, autour de 3 %, en raison de niveaux d'endettement élevés, avec une croissance par habitant minimale de seulement 0,4 %. Les paiements d'intérêts liés à la dette consomment jusqu'à 80 % des budgets nationaux, limitant les ressources pour des secteurs essentiels comme l'éducation et la santé, et le progrès économique est encore entravé par les chocs climatiques, les sécheresses récurrentes et l'instabilité politique. En termes d'éducation et de développement de la main-d'œuvre, l'Afrique est confrontée à des défis considérables malgré un accès accru à l'école, avec de mauvais résultats d'apprentissage, de faibles niveaux d'enseignement secondaire et technique et une pénurie d'enseignants qualifiés, en particulier

dans les domaines STEM. Andrew a recommandé d'adopter les technologies disponibles, de renforcer l'apprentissage fondamental, de doter les jeunes de compétences pratiques et de faire des investissements plus intelligents et accrus dans l'éducation, ainsi que des recommandations politiques pour réduire la dette, réformer les structures fiscales, améliorer la transparence et se concentrer sur la formation professionnelle et technique dans les domaines à forte demande afin de développer une main-d'œuvre compétitive.

Les conseillers ont souligné le rôle essentiel des politiques publiques dans l'élaboration des niveaux de vie et de la qualité de l'éducation, soulignant la nécessité d'optimiser l'allocation des ressources au sein du secteur éducatif pour garantir un accès plus large aux opportunités d'apprentissage avancé. Malgré l'enseignement obligatoire jusqu'à 16 ans dans les régions francophones, des contraintes telles que les transports limités et les taux de réussite aux examens entravent les progrès ultérieurs, et le système éducatif africain n'a pas produit les progrès observés dans d'autres régions en raison de problèmes tels que les taux d'abandon scolaire, l'inadéquation avec les exigences du marché du travail et l'accès limité à l'enseignement à distance. Andrew a suggéré une initiative de « décennie de l'éducation » de l'Union africaine (UA) pour de véritables progrès, en insistant sur la nécessité d'un engagement au niveau des pays et en soulignant le double défi de réduire la dette tout en augmentant les dépenses consacrées à l'éducation. Un appel a été lancé en faveur d'une approche globale de l'éducation, de la maternelle à l'enseignement supérieur, avec le soutien actif de l'UA et de la Banque mondiale pour renforcer et reconstruire le cadre éducatif.

Pour regarder l'enregistrement du webinaire, cliquez [ici](#).



## Webinaire VI du CEoG: Comment les pays africains peuvent-ils augmenter leurs recettes fiscales ?

La fiscalité est essentielle au développement des pays à faible revenu (PFR), offrant une source de revenus durable qui réduit la dépendance à l'aide au développement étrangère. Si l'aide reste importante, elle n'a pas suffisamment augmenté pour répondre aux besoins croissants de développement, de nombreux PFR étant confrontés à un fardeau de la dette croissant. D'ici 2025, un PFR sur trois devrait connaître des flux financiers nets négatifs, car les coûts du service de la dette dépassent les dépenses sociales. Le renforcement des systèmes fiscaux nationaux peut améliorer la viabilité budgétaire, mais les pays à faible revenu ne collectent actuellement que 14 % du PIB en impôts, bien en deçà des 21 % et 38 % collectés respectivement par les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRFI) et les pays à revenu élevé (PRE). Pour combler cet écart, les pays à faible revenu doivent poursuivre des réformes fiscales stratégiques, équitables et progressives.

Les gouvernements africains peuvent mobiliser davantage de recettes grâce à l'administration fiscale numérique, qui a montré son potentiel dans l'augmentation de la régularisation et respect des impôts. Des outils tels que les dispositifs fiscaux électroniques (EFD) et la facturation électronique ont considérablement amélioré la conformité à la TVA, comme le montre l'augmentation de 48 % de la conformité en Éthiopie. Cependant, une mise en œuvre réussie nécessite une meilleure qualité des données, une harmonisation des processus de collecte des impôts et des stratégies pour gérer la résistance des agents du fisc et des contribuables. Cibler les personnes fortunées offre également une opportunité d'augmenter les recettes. Les pays à faible revenu peuvent créer des unités

fiscales spécialisées pour les personnes fortunées (HNI), renforcer l'identification fiscale et améliorer le partage des données et les programmes de divulgation volontaire. Les réformes réussies en Ouganda et en Sierra Leone montrent comment les améliorations administratives et l'application ciblée de la loi peuvent augmenter les recettes des contribuables les plus riches. Une réforme fiscale efficace en Afrique subsaharienne (ASS) nécessite une approche globale et inclusive.

Les discussions avec les conseillers ont souligné l'importance d'élargir l'assiette fiscale, de lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur informel et d'équilibrer les incitations fiscales pour les investisseurs étrangers avec les besoins de recettes nationales. La coopération régionale, des infrastructures fiables et une application transparente de la loi sont considérées comme plus efficaces que de simples allègements fiscaux. La lutte contre la corruption est également essentielle, en particulier dans des domaines tels que l'application de l'impôt foncier, où les interactions excessives entre les agents des impôts et les contribuables augmentent le risque d'abus. Les conseillers ont souligné le rôle de la technologie dans l'identification des contribuables fortunés grâce aux dossiers financiers et fonciers. En favorisant des politiques fiscales équitables, en renforçant les capacités administratives et en réduisant la corruption, les pays à faible revenu peuvent accroître leur collecte des recettes, réduire la dépendance à l'égard de la dette et soutenir un développement économique durable.

**Pour regarder l'enregistrement du webinaire, cliquez [ici](#).**



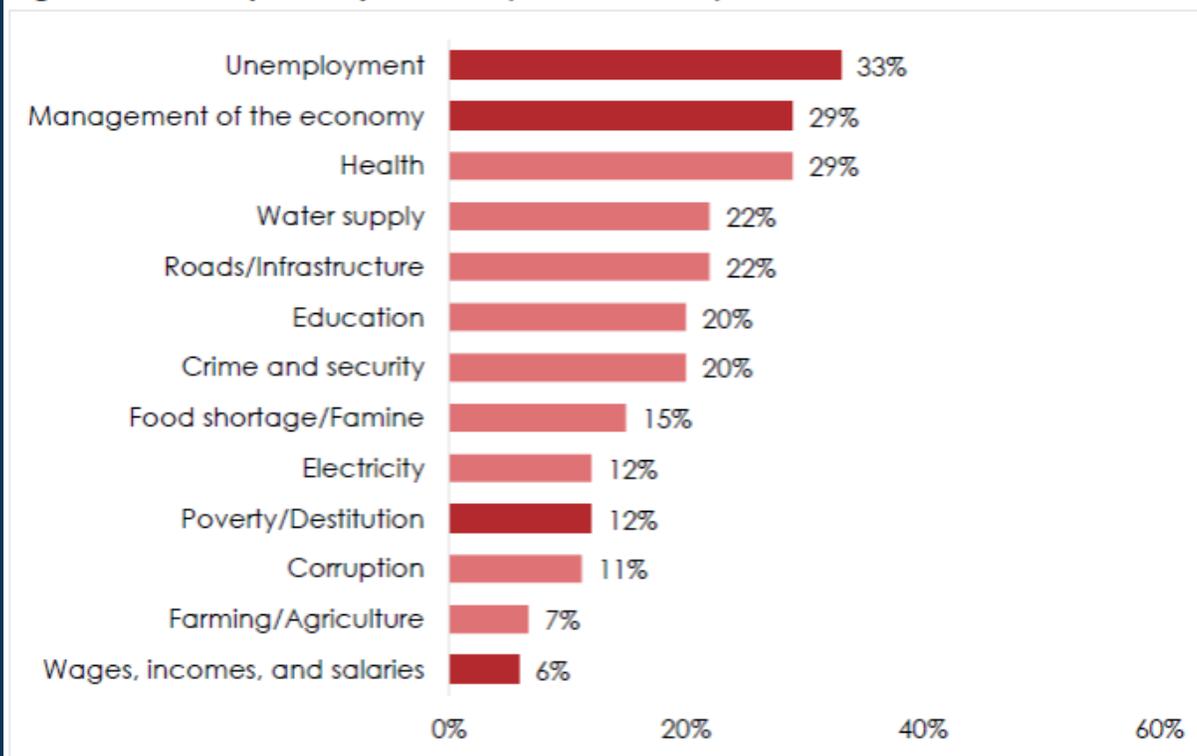
# Analyse trimestrielle de

## *Les sombres opinions des Africains sur les conditions économiques correspondent à leur expérience croissante de la pauvreté*

- Le paysage économique de l'Afrique reste semé d'embûches découlant de chocs mondiaux comme le COVID-19, la guerre entre la Russie et l'Ukraine et la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, qui ont mis à rude épreuve des économies accablées par la dette et une marge de manœuvre budgétaire limitée. Malgré cela, le continent fait preuve de résilience, avec une croissance projetée à 4,1 % en 2023-2024, contre 3,8 % en 2022. Cependant, la reprise économique est menacée par le durcissement des conditions financières mondiales, l'inflation, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et le changement climatique, aggravés par des problèmes internes tels que les déficits d'infrastructures, l'insécurité et les pénuries d'électricité. La pauvreté et le chômage persistent, avec environ 40 % des Africains vivant sous le seuil de pauvreté et le chômage des jeunes restant élevé. Le mécontentement de la population à l'égard de la gestion économique s'accroît, car de nombreux citoyens voient leurs conditions de vie se dégrader et déclarent ne pas pouvoir satisfaire leurs besoins essentiels comme la nourriture, l'eau et les soins médicaux.

### Policy priorities and views on economic conditions

Figure 1: Most important problems | 39 countries | 2021/2023



**Respondents were asked:** In your opinion, what are the most important problems facing this country that government should address? (Up to three responses per respondent; figure shows % of respondents who cite each problem as one of up to three priorities.)



# Afrobarometer Quarterly Analysis

## *Principales conclusions:*

- Dans 39 pays africains étudiés de 2021 à 2023, le chômage, la gestion économique et la santé sont apparus comme les principales priorités des citoyens en matière d'action gouvernementale.
- La proportion de personnes citant la gestion économique comme une préoccupation majeure a plus que doublé depuis 2014/2015. Environ 65 % considèrent que l'économie de leur pays est « assez mauvaise » ou « très mauvaise », et 52 % ressentent la même chose à propos de leurs conditions de vie personnelles.
- La pauvreté reste répandue, 81 % des répondants déclarant qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille ont été privés de revenus en espèces au moins une fois au cours de l'année écoulée, et un nombre important d'entre eux ont connu des pénuries de soins médicaux (65 %), de nourriture (59 %) et d'eau (56 %).
- La pauvreté modérée à élevée touche 61 % de la population, avec des taux particulièrement élevés dans des pays comme le Congo-Brazzaville (86 %) et la Mauritanie (84 %).
- La confiance du public dans la gestion économique du gouvernement est faible, avec seulement 26 % des personnes interrogées la jugeant « assez bonne » ou meilleure, et encore moins nombreuses sont celles qui pensent que les gouvernements améliorent efficacement le niveau de vie (22 %), créent des emplois (20 %), réduisent les écarts de revenus (16 %) ou stabilisent les prix (12 %).

Lire le rapport complet [ici](#)

# Programme de bourses présidentielles du CEOG

Le CEOG investit non seulement dans les conseillers actuels, mais aussi dans les jeunes économistes africains par le biais du programme de bourses présidentielles du CEOG. En connectant les conseillers actuels à certains des économistes en herbe les plus brillants du continent, les conseillers reçoivent un soutien de qualité dans leur travail et les boursiers acquièrent une expérience pratique et une exposition à l'élaboration des politiques en Afrique, contribuant ainsi à façonner l'avenir de la future génération. Ces collaborations ont eu un impact significatif, notamment les histoires suivantes :

## ***Améliorer les politiques fondées sur les données***

Originaire du Ghana, avec une formation en économie du développement, **Junior Abdul-Wahab** soutient actuellement le conseiller du CEOG en Gambie, Aliou Loum. Après avoir travaillé en Corée, le travail avec les communautés africaines et leur soutien lui manquaient. Il a vu l'opportunité d'utiliser ses compétences pour soutenir l'élaboration des politiques africaines comme un investissement rentable. « *J'ai l'impression qu'en seulement un an, j'ai beaucoup contribué* », la clé de ses contributions a été l'initiation d'un cadre politique pour la Gambie, afin de structurer l'élaboration des politiques en Gambie. Actuellement, les processus politiques sont principalement basés sur l'opinion, son travail a donc contribué à l'élaboration d'un cadre pour orienter l'élaboration des politiques dans le futur.

Le premier aspect du cadre impliquait une étude de diagnostic des politiques, et ensuite lui et son équipe vont co-développer le cadre avec les parties prenantes concernées. En outre, Junior a développé un tableau de bord du conseil économique utilisé pour fournir des mises à jour et une prise de vue de l'économie de la Gambie lors des réunions mensuelles du conseil économique avec le président pour discuter des questions pertinentes. Au cours du développement de cet outil, Junior a aidé à faire face aux limitations des données. Enfin, il a travaillé sur un projet qui suit les progrès des projets fiscaux. Il a développé un tableau de bord appelé « Parity Projects Scorecard » pour surveiller le travail des consultants travaillant sur des projets de développement et leur délai de livraison. En fin de compte, cette expérience a donné à Junior l'occasion de voir « *ce que nous faisons réellement au gouvernement et [son] tableau de bord être utilisé* » et de renforcer la capacité d'élaboration des politiques économiques au sein du gouvernement gambien.

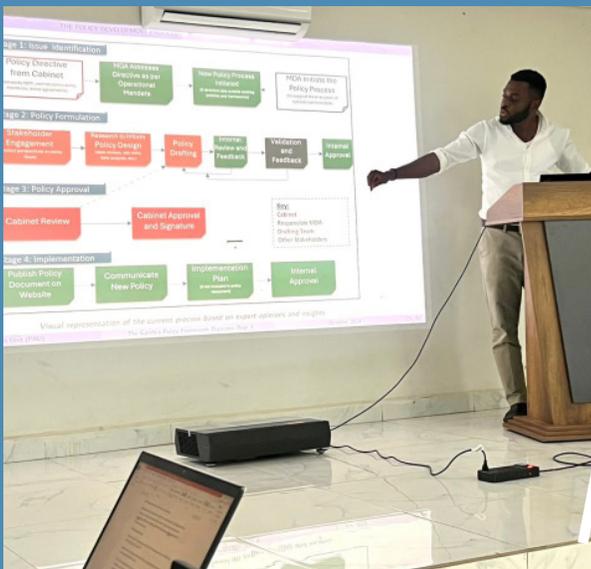


Photo : Junior présente son tableau de bord lors d'une réunion avec les parties prenantes.

# Programme de bourses présidentielles du CEG

## *Un moment enrichissant avec le président de la Somalie*

**Abdul Aziz-Iddrisu**, originaire du Ghana, travaille actuellement avec Hassan Hosow, directeur exécutif du Conseil économique national (NEC) de Somalie et conseiller du PDG pour la Somalie. Plus précisément, Abdul a été chargé de soutenir l'élaboration du plan Vision du centenaire (VC) 2060, afin de fournir des objectifs à moyen terme pour le développement économique de la Somalie. Le président a été à l'origine de l'idée du VC 2060 et a délégué la responsabilité au NEC. Hosow a reconnu que « *le président a besoin de voir les personnes qui ont fait progresser la vision* » du VC. Ainsi, Abdul et l'équipe du NEC ont rencontré le président pour lui remettre le document qui a été créé lors des phases 1 et 2. Ce document a été essentiel pour démontrer au président que le travail qui leur a été confié est réalisé entre des mains compétentes. Abdul est reconnaissant de ce genre de rencontres, en plus de son expérience en tant que CEG Fellow, pour « *avoir complètement changé sa façon de voir l'élaboration des politiques en Afrique, en particulier dans un contexte fragile en termes d'allocation des ressources. Cela a élargi mes horizons.* »



Photo : Abdul prenant la parole au Forum national sur la politique économique (NEPF)



Photo : Rencontre entre Abdul et Hosow avec le président de la Somalie.

# Accueil de nouveaux conseillers et hommage aux anciens conseillers du réseau CEOG

Alors que nous avançons à grands pas vers la fin de 2024, nous sommes ravis d'annoncer l'ajout de cinq membres estimés au réseau CEOG. Ces personnes apportent avec elles une richesse de connaissances, d'expérience et de nouvelles perspectives qui renforceront sans aucun doute notre objectif collectif. De la même manière, nous exprimons notre sincère gratitude aux conseillers qui ont quitté leurs fonctions cette année après avoir contribué de manière significative à la croissance, à la portée et à l'impact de notre réseau.

## Bienvenue

Nous sommes heureux de présenter les nouveaux membres du réseau CEOG :

- *Morley P. Kamara – Libéria*
- *Chancellor Kaferapanjira – Malawi*
- *Manacé Minko Mi Mbele Tomo- Gabon*
- *Souleymane Adam Haroun – Tchad*
- *Dimby Rakoto- Madagascar*

Leur expertise diversifiée et leur leadership seront essentiels pour continuer à faire avancer la mission de CEOG. Nous avons hâte de collaborer avec eux et de bénéficier de leurs précieuses connaissances.

## Remerciements sincères :

Au nom de toute l'équipe de CEOG, nous adressons nos sincères remerciements aux personnes suivantes qui ont récemment terminé leur service en tant que conseillers économiques pour poursuivre de nouvelles opportunités et de nouveaux intérêts :

- *Gnounka Diouf – Sénégal*

Leur dévouement, leur perspicacité et leur service ont laissé un impact durable sur le réseau CEOG. Bien qu'ils ne soient plus des conseillers « actifs », ils resteront connectés au réseau en tant qu'anciens conseillers. Nous sommes profondément reconnaissants de leurs contributions et leur souhaitons un succès continu dans leurs projets futurs.



Photo : Gnounka Diouf prenant la parole au Forum annuel 2024 du CEOG à Lusaka, Zambie

Pour en savoir plus ou pour exprimer  
intérêt, veuillez contacter:  
Andrew Dabalén

Économiste en chef pour l'Afrique  
[adabalén@worldbank.org](mailto:adabalén@worldbank.org)

Justice Mensah  
Chef de programme  
[jmensah2@worldbank.org](mailto:jmensah2@worldbank.org)

Maximilien Onga-Nana  
Secrétariat CEoG  
[monganana@worldbank.org](mailto:monganana@worldbank.org)

Desiree Brahim  
Secrétariat CEoG  
[abrahima@worldbank.org](mailto:abrahima@worldbank.org)

Juliette Lehner  
Secrétariat CEoG  
[jlehner@worldbank.org](mailto:jlehner@worldbank.org)

Olumide Lawal  
Secrétariat CEoG  
[olawall@worldbank.org](mailto:olawall@worldbank.org)

Celine Apollon  
Secrétariat CEoG  
[capollon@worldbank.org](mailto:capollon@worldbank.org)



Pour rester au courant des actualités  
récentes et des avancées du réseau,  
veuillez-vous rendre sur notre site  
Web récemment remanié à l'adresse  
[www.africaceog.org](http://www.africaceog.org)

Suivez notre page YouTube @  
[africaceog](https://www.youtube.com/africaceog)